



La France va perdre la bataille du magnétoscope, l'électronique partout demain comme l'électricité, la productique va nous sortir de la crise ! L'équipe au pouvoir fait de la technologie son fétiche. Terminal a rencontré Alain Lipietz, économiste chercheur au CEPREMAP, auteur du livre « Crise et inflation, pourquoi ? » (Maspéro), pour faire la point sur deux années de « politique industrielle » socialiste. Il nous dit que l'industrie et la technologie ne sont pas aussi technique qu'on aurait pu l'imaginer...

D'où vient l'idée de politique industrielle ?

De la guerre de Corée jusqu'à la crise des années soixante-dix, on a connu un régime d'accumulation stable où il suffisait à chaque capitaliste de suivre le modèle. Aujourd'hui plus personne ne sait comment résoudre les contradictions du capitalisme — ce qui ne veut pas dire qu'il va s'effondrer — il faut trouver à la fois de nouvelles branches à développer, de nouveaux produits et de nouvelles formes de réglage du rapport salarial : partage entre salaire direct et salaire indirect, couplage entre salaire et productivité, entre gain de productivité et baisse du temps de travail ; tout ce qui permet à la production et à la consommation de se développer de façon équilibrée. Tout cela n'est pas évident du tout.

Dans toutes les périodes de crise

Dans ce type de situation les libres forces du marché ne suffisent plus, il faut

qu'interviennent de façon dominante, les institutions collectives, organisées par l'Etat, pour trouver et définir un nouveau modèle de développement. Dans toute les périodes de crise on a eu besoin de l'Etat pour la sélection des branches prioritaires, et l'établissement de nouveaux compromis entre les classes sociales, permettant d'adapter production, consommation et investissement. Après 1848, qui marqua l'établissement définitif du capitalisme en France, il y a eu Napoléon III avec l'intervention dans le développement de nouvelles branches, comme le chemin de fer. Au Japon, on connaît le rôle du MITI et aux USA, il suffit de prendre l'exemple du budget de l'armée du futur : les 100 milliards de dollars annoncés par Reagan.

S'ajoutent des raisons particulières à la France, quelle que soit l'idéologie du gouvernement, lorsqu'il s'agit de savoir « quoi faire ? » en période de crise, l'intel-

lectuel collectif de la classe bourgeoise c'est l'Etat. La bourgeoisie française a toujours eu peur, lorsqu'elle développe l'industrie de développer la classe ouvrière en même temps. Depuis la IV^e et la V^e République l'Etat a pris en main le développement capitaliste français contre une bourgeoisie privée industrielle et financière timorée. L'arrivée de la gauche au pouvoir marque le retour de cette tradition qui avait été relativisée sous Giscard.

Un meccano industriel

Quel rôle jouent les Nationalisations dans cette perspective ?

D'abord les nationalisations sont tombées à pic, l'essentiel des entreprises nationalisées auraient eu besoin d'énormes dotations financières venant de l'Etat. Tant qu'on ne sait pas comment sortir du capitalisme, il faut boucher les trous, il faut que les entreprises continuent à vivre pour jouer leur rôle social de producteur et d'employeur. Si c'est l'Etat qui paye, il est psychologiquement avantageux de nationaliser.

Le deuxième aspect de la nationalisation c'est le « meccano industriel », la restructuration organisée par l'administration. L'ennui, c'est que l'expérience montre que (dans un cadre où on ne l'utilise pas pour transformer les rapports sociaux)

pour qu'une nationalisation marche, il faut que les dirigeants d'entreprises nationalisées se comportent en vrais managers capitalistes. C'est ce qui a obligé l'administration à négocier avec eux les restructurations. La chute de Jean-Pierre Chevènement marque cette contradiction. Au ministère de l'Industrie, certains n'avaient pas compris cette situation particulière qui oppose le ministère à des gens au moins aussi puissants que lui : les grands managers du capitalisme d'Etat.

Changer, sans changer la gestion capitaliste

Deux ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir, quels sont les résultats de la politique industrielle des socialistes ?

Ils sont pour l'instant très minces d'abord parce que la nationalisation est récente, ensuite parce qu'elle n'a guère été radicale. La gauche n'avait pas de politique industrielle, mais deux principes, les filières, et la reconquête du marché intérieur. Elle n'avait pas de dossiers précis, elle est arrivée au pouvoir en amateur, pour réaliser des nationalisations qu'elle a du mal à faire. Ensuite, l'Etat ne voulait pas définir une politique industrielle avant d'avoir nationalisé, avant d'être dans les entreprises, pour ne pas substituer aux directions des entreprises dans la définition de cette politique. Le gouvernement a recruté alors des technocrates modernistes pour appliquer des techniques de gestion capitaliste, construire des filières, développer le marché intérieur. Mais il est absurde de prétendre changer une orientation de politique industrielle, en ne changeant que quelques hommes et quelques objectifs, en ne touchant pas aux critères, ou aux relations sociales du travail. Si on ne change pas ces critères, la politique à laquelle mène la gestion de ces entreprises n'a pas de raison d'être modifiée.

Des cathédrales dans un désert

Qu'est-ce qu'un gouvernement de gauche aurait dû faire ?

Le capitalisme français est mal placé dans la crise pour des raisons de relations sociales intra-industrielles : relation capital/salariat dans les entreprises, relations entre les grandes et les petites entreprises. Le capitalisme français s'est développé en jouant à fond sur la surexploitation d'un réservoir de main-d'œuvre constitué par la paysannerie ou par les travailleurs immigrés liés au passé colonial de la France, d'où un certain type de structures industrielles fondées sur les basses qualifications, la valorisation de la hiérarchie, etc. Deuxièmement, les grandes entreprises ont traité leurs fournisseurs comme des sous-traitants à pressurer et ont ainsi écrasé la possibilité du développement de grands fournisseurs spécialisés du genre de Bosch en Allemagne.

En 1974, l'industrie française était constituée de quelques grandes cathédrales ensemblières, dans un désert de petites entreprises, la tête tout juste hors de l'eau, faisant peu de recherche et s'appuyant sur une classe ouvrière largement sous-qualifiée.

Une politique industrielle social-démocrate ou même bourgeoise intelligente aurait été la requalification massive du salariat et la reconstitution du rapport entre les grandes entreprises et les petites. C'est ce que font d'une certaine façon l'Allemagne et l'Italie.

Culte de la technique ou culture technique ?

Il semble y avoir prise de conscience de la nécessité de la formation professionnelle ?

Oui, mais le phénomène est contradictoire, car si pour la première fois il y a eu, et cela dès le début, un ministère de la Formation Professionnelle, il s'agit en même temps d'un ministère croupion qui applique une législation inadaptée. Les technocrates productivistes et industrialistes mis en place par la gauche sont fascinés par la technologie (électronique, biotechnologie) ils ne voient pas la question en terme de transformation des rapports sociaux. Il faut souligner la mythologie de la technique qui imprègne la pensée de l'équipe au pouvoir. Elle a le culte de la technique, mais elle n'a pas de culture technique, elle n'a aucune idée de ce qu'est un tissu industriel, du continuum des savoir-faire. Si elle avait une vraie pensée technologique, elle verrait qu'il s'agit de rapports sociaux, qu'il y a des gens et des savoir-faire derrière les techniques.

Derrière le robot, l'ouvrier

On a parlé d'abord des puces électroniques, puis on s'est aperçu qu'il fallait aussi de la mécanique pour faire un robot

Laurent Fabius



et cela a donné la productique. Bientôt, on s'apercevra que derrière le robot, il y a un ouvrier, mais ce sera peut-être un peu tard. Cependant, le fait que les ouvriers se manifestent, qu'il ne soit plus possible de faire marcher les usines automobiles peut accélérer la découverte de l'ouvrier derrière le robot par la gauche. Le débat qui a lieu actuellement sur le terrain à Renault et à Peugeot notamment, sur le couplage entre requalification — formation professionnelle — transformation des normes de salaire — profil de carrière, était totalement absent des journées sur la politique industrielle organisées par J.P. Chevènement au mois de novembre dernier. La réalité de la lutte des classes amènera peut-être le gouvernement à changer sa vision de la politique industrielle.

Vers un certain protectionnisme

Et l'autre versant de la politique industrielle, la question de la compétitivité et de la balance des échanges extérieurs ?

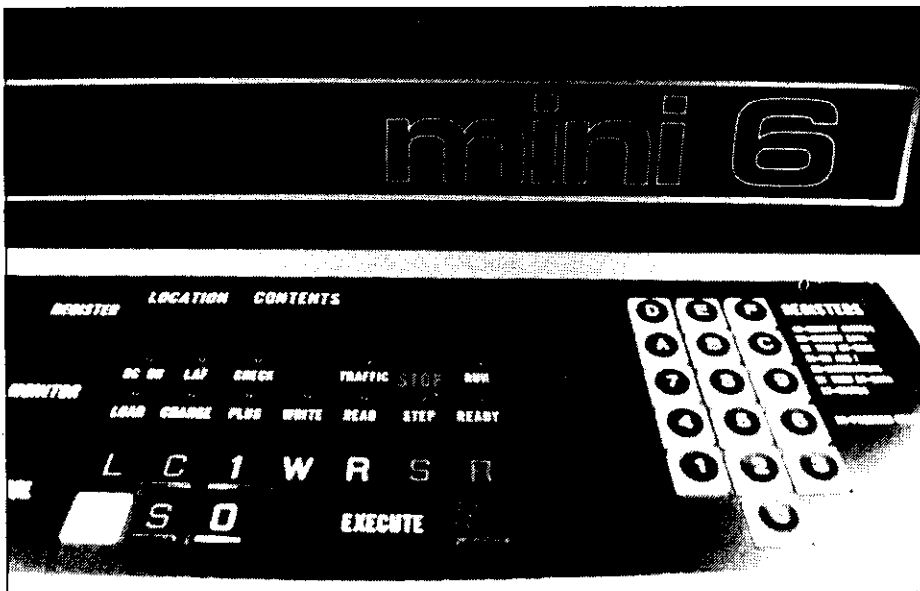
La question est compliquée et demande beaucoup de cohérence. L'investissement et les biens d'équipement sont trois fois plus dépendant des importations que de la consommation populaire. L'idée qu'il faut s'équiper français va à l'encontre de l'écrasante majorité des décideurs. L'affaire de la génératrice de la RATP est très significative. On a protesté parce que la génératrice française coûtait 7 % plus cher. 7 % c'est dérisoire si c'est le prix à payer pour conserver un tissu d'entreprises fournisseuses qualifiées autour de soi. C'est parce que l'Allemagne a pratiqué ce type de politique depuis 30 ans qu'aujourd'hui elle a un tissu d'entreprises moyennes, compétitives, ayant une technicité et faisant de la recherche. Compte tenu du retard pris, reconstituer un réseau de PME compétitives et performantes suppose aujourd'hui certaines mesures protectionnistes.

Reconstruire des filières productives

Jusqu'où aller dans le protectionnisme ?

L'idée de ne plus pressurer les sous-traitants pour avoir une chaîne productive complète, sur laquelle on peut compter, passer des contrats de programmation et de recherche technologique, n'est pas encore admise par de nombreux responsables d'entreprises nationalisées. Le rapport grande entreprise / sous-traitant implique un certain rapport dans le processus de travail, pour une mise au point collective entre technicien, ouvrier et chercheur de l'entreprise sous-traitante, de la machine la plus adaptée.

Une politique de choix du fournisseur le plus près possible, de façon à laisser se développer une culture technicienne, suppose qu'on laisse se développer des entreprises locales et que l'Etat prenne des mesures protectionnistes notamment pour les biens d'équipements. Le protectionnisme, un certain protectionnisme,



c'est d'abord le moyen de reconstruire les filières productives. Les biens d'équipements, c'est ce qui incorpore l'état des rapports sociaux. Transformer les rapports sociaux dans la production c'est nécessairement transformer les conditions de production des biens de production. Penser que les travailleurs doivent se réapproprié le procès de production n'a strictement aucun sens, s'il s'agit de machines qu'on achète à l'étranger.

Protectionnisme : un goulag mou ?

Ce débat rejoint celui de l'informatique : comment espérer démocratiser et contrôler les outils informatiques si leur production est à l'étranger ? Et pose la question de l'ouverture au marché mondial.

Si on subventionne la tonne de charbon français pourquoi ne pas subventionner, à qualité équivalente les biens d'équipements ? S'il n'y a pas de produit équivalent, il faudra importer et prendre les moyens pour qu'une entreprise en France développe le même type d'équipement.

Actuellement, on emploie, Edmond Maire en particulier, contre le protectionnisme prôné par ceux qui voulaient reconquérir le marché intérieur des biens d'équipement, des arguments moralistes. Comme si on allait enfermer la France dans une sorte de Goulag. Mais c'est le contraire qui s'est produit : la France est restée dans le SME et pour que les industriels puissent continuer à importer librement des biens d'équipement, des ordinateurs américains, des machines allemandes ou japonaises, on a restreint la liberté de circulation des personnes.

Ne pas opposer production et consommation

On oppose souvent politique industrielle et son coût social. Le prélèvement sur la population s'accroît, mais on ne voit pas comment va s'opérer la réindustrialisation ?

Le débat est biaisé, par la façon d'opposer les catégories de la comptabilité nationale « entreprises » et « ménages ». La réalité c'est qu'il y a des classes sociales, des salariés et des non salariés, des entreprises nationalisées et des entreprises privées.

Il faut aider les entreprises, y compris au détriment des ménages, cela dépend de quelles entreprises et de quels ménages. Dès l'instant que l'on se met dans l'alternative entreprise/ménage, on oppose les intérêts de la production à ceux de la consommation. Si on se place dans une optique de classes : les classes qui sont productives et celles qui ne le sont pas, on voit qu'une politique favorable à l'industrie est une politique favorable à l'emploi et finalement une politique favorable au revenu des travailleurs. En revanche le maintien des privilèges fiscaux et des privilèges incroyables en matière de cotisations sociales au bénéfice des classes vivant en parasite sur le dos du secteur productif est à l'origine des difficultés de l'industrie française et des salariés français. Comme le montre l'enquête du CRC les commerçants, certaines professions libérales, les services, les loyers, etc. déjà dénoncés dans le rapport Rueff-Armand à la fin des années cinquante sont les grands vainqueurs de l'expérience Mitterrand. Tout dépend aussi du type d'entreprise dont on parle ; entreprise industrielle nationalisée, entreprise de service parasitaire ou encore l'entrepreneur créatif passant des contrats avec les entreprises nationalisées et s'entourant d'ouvriers professionnels qualifiés.

L'important c'est la machine-outil

Il ne s'agit pas de reconstruire n'importe quelle industrie. Le magnétoscope n'est pas décisif. Ce qui est important ce sont les machines-outils, les robots, l'informatique, etc. C'est-à-dire tout ce qui crée les normes de production. Ce qui est

décisif c'est de construire les appareils qui permettent si on le juge intéressant de construire le magnétoscope. Ce qui est en cause c'est la souplesse de l'appareil productif qui doit être capable de sortir rapidement n'importe quel produit de consommation. Cela demande des transferts de financement considérable vers les entreprises et donc une ponction sur le revenu de certains ménages.

Où trouver l'argent ?

En terme de rapport entre les classes où allait le gouvernement Mauroy II ?

Il n'a pas eu vraiment de « politique pour l'industrie », un certain nombre d'idées ont été développées, mais le problème restait entier : il faut trouver l'argent. La question de savoir « comment on finance l'industrie ? », « sur quelles classes sociales on prélève l'argent ? », « comment on dirige l'épargne ? » reste posée, car aucune des grandes réformes annoncées pour le septennat : création d'une banque d'investissement, réforme de la fiscalité, n'a commencé à être étudié sérieusement. On a nationalisé les banques et le gouvernement ne sait toujours pas quoi faire de cette nationalisation. La réforme de la fiscalité, prélèvements sociaux compris, n'est pas un problème technique mais un problème d'alliance de classe. La question des allocations familiales est un bon exemple : au lieu des entreprises et des salariés, ce sont toutes les classes sociales qui devraient les payer, en raison de leurs revenus et non de leur statut.

Modifier les équilibres et les droits acquis

Mais tout cela n'a rien d'explosif ?

Si justement, les questions portant sur la fiscalité, sur la réforme foncière sont les plus explosives. En France, on ne fait de réformes, que dans le cadre de grandes poussées sociales. Dans ces situations, après l'affaire Dreyfus, après 36, après 45, on peut se payer de nouveaux compromis institutionnels comme la formation de la République, la fondation de l'école laïque, la création de la sécurité sociale.

Un nouveau compromis exige une transformation du rapport de force entre les classes. La retraite à 60 ans est encore un bon exemple, les cadres ce sont crispés sur leurs droits acquis, par année de retraite, alors qu'il existe un écart de durée de vie de 10 ans entre les classes sociales. Cela montre la difficulté qu'il y a à transformer des questions comme la fiscalité. C'est-à-dire à modifier les équilibres et les droits acquis. Or, si on ne modifie pas radicalement les équilibres et les droits, il n'y aura pas de progrès social, mais il n'y aura pas non plus de reconstitution de l'industrie française ■

Propos recueillis par
Eric BRAINE et Jacques VETOIS
29 mars 1983